

Rica, le Nicaragua, Haïti, le Japon, le Libéria et les Philippines, qui a décidé d'insérer à l'ordre du jour de la session de l'Assemblée qui doit se réunir à la fin de 1972 un point intitulé «Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la charte des Nations Unies.»

LES BUREAUX RÉGIONAUX DU CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Question n° 913—**M. Peddle:**

1. Combien de bureaux régionaux sont associés au bureau du premier ministre?
2. Quel est le nom du directeur de chaque bureau et quel est le traitement de chacun?
3. Quelles régions ces bureaux représentent-ils?

M. Barney Danson (secrétaire parlementaire du premier ministre): 1. 4.

2.	Échelle de traitement
Gilles Dufault	\$10,000-12,500
Jean Haché	\$10,000-12,500
Colin Kenny	\$10,000-12,500
David Thomson	\$17,500-20,000

3. Le Québec, l'Atlantique, l'Ontario et l'Ouest du Canada.

LA LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE—INDEMNISATION
DES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LA GRÊLE

Question n° 935—**M. Laprise:**

Aux termes de la Loi sur l'assurance-récolte, quelles sommes ont été déboursées chaque année, à chacune des provinces, depuis que la loi est en vigueur pour les dégâts causés par la grêle?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Dans le cadre de la couverture globale assurée par les accords conclus avec les provinces en vertu de la loi sur l'assurance-récolte, les indemnités sont payées en fonction des rendements obtenus. Ceux-ci peuvent être et sont souvent réduits par l'action de plusieurs éléments. Il serait très difficile, voire impossible, de déterminer les montants payés en fonction d'une cause donnée de réduction des rendements.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES
DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES

Question n° 425—**M. McCleave:**

1. Quels sont les projets de recrutement des ministères, départements et sociétés de la Couronne pour embaucher a) des experts-comptables, b) des avocats, c) des médecins, d) des ingénieurs, jusqu'à la fin de 1971?
2. Seront-ils recrutés par la Commission de la Fonction publique ou par le ministère, le département ou la société de la Couronne?

(Le document est déposé.)

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—LES
DÉPENSES SCOLAIRES FÉDÉRALES

Question n° 742—**M. Howard (Skeena):**

1. Au cours des cinq dernières années, quel a été le montant global dépensé par le ministère des Affaires indiennes et du [M. l'Orateur.]

Nord canadien pour les écoles fédérales et pour les écoles de formation professionnelle accueillant les habitants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest et comment se répartit ce montant pour chacune des années?

2. Quel pourcentage du budget global de la Direction de l'expansion économique du Nord, les dépenses susmentionnées représentent-elles?

(Le document est déposé.)

QUESTIONS ORALES
AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET DE VENTE D'HÉLICOPTÈRES BRITANNIQUES À
L'AFRIQUE DU SUD—L'ATTITUDE DU CANADA

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je me reporte à l'annonce que son homologue britannique, M. Home, ministre des Affaires étrangères, vient de faire aujourd'hui au sujet de la délivrance de permis d'exportation visant la vente de sept hélicoptères Wasp à l'Afrique du Sud. Compte tenu des discussions que les gouvernements britannique et canadien ont eues entre eux au sujet de la vente d'armements à l'Afrique du Sud, et des conversations de Singapour, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement canadien a été informé de cette initiative des Britanniques? Si oui, le gouvernement croit-il que cette décision est conforme au communiqué de Singapour?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas reçu préavis de la déclaration faite à la Chambre des communes britannique par sir Alec Douglas Home. Tout ce que je puis dire, c'est que cette déclaration, comme on l'a rapportée, est conforme à la politique britannique qui demeure inchangée. Nous continuons à penser que la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud ne favorise pas la vitalité et l'unité du Commonwealth, et nous espérons que malgré cette déclaration, le gouvernement britannique s'abstiendra.

M. Macquarrie: J'ai une question supplémentaire. Comme le Canada est membre du comité des armements constitué à Singapour, et devant nos protestations antérieures, le ministre nous dirait-il si le Canada prendra certaines initiatives au sein de ce comité au sujet des ventes futures d'hélicoptères, si l'on considère que d'après M. Home, les Britanniques se seraient engagés à fournir les sept hélicoptères précédents?

L'hon. M. Sharp: Autant que je sache, monsieur l'Orateur, la Grande-Bretagne n'a pas vendu d'hélicoptères à l'Afrique du Sud. Ce que sir Alec Douglas Home a dit, selon ce qu'on m'en a rapporté, c'est que la Grande-Bretagne permettrait l'exportation d'hélicoptères Wasp si le gouvernement sud-africain en passait commande, mais il ne l'a pas fait. Quant au comité qui discute de la sécurité de l'Océan Indien, il est vrai que le Canada en fait partie, et nous espérons y jouer un rôle actif et utile. Je dois ajouter, toutefois, que le gouvernement britannique n'a jamais dit qu'il suspendrait ses ventes d'armes à l'Afrique du Sud par suite de la formation de ce comité.